

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/121
13 septembre 2003

(03-4918)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

DANEMARK

Déclaration de S.E. M. Per Stig Møller
Ministre des affaires étrangères

Au nom du Royaume du Danemark, qui inclut le Groenland et les îles Féroé, j'aimerais remercier le gouvernement du Mexique et la ville de Cancún d'accueillir cette Conférence. Je tiens également à vous exprimer toute ma reconnaissance, M. le Président, ainsi qu'au Directeur général de l'OMC, et au Président du Conseil général.

L'économie mondiale a besoin d'un cycle de négociations commerciales qui soit couronné de succès. Si nous sommes réunis ici, à Cancún, c'est pour poser des jalons afin de faire avancer le cycle de négociations. Nous avons une occasion historique de créer la dynamique nécessaire pour que le cycle aboutisse à un résultat global. Une réunion couronnée de succès non seulement contribuera à assurer un commerce libre et loyal, mais sera aussi d'une importance capitale pour les efforts qui sont déployés actuellement en vue de rétablir la confiance et relancer la croissance économique. Cette réunion nous offre la possibilité d'intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale. Et, ce qui est tout aussi important, elle contribuera à renforcer la position de l'OMC en tant que l'un des grands acteurs de la scène politique internationale. Si nous réussissons, nous contribuerons à l'instauration d'un monde plus pacifique et plus stable fondé sur des règles convenues multilatéralement.

D'un point de vue théorique, la tâche qui nous attend est simple. Il y a 200 ans, David Ricardo présentait sa théorie de l'avantage comparatif. Dans la pratique, notre tâche est plus compliquée. Il ne s'agit pas seulement de récolter les avantages au détriment des autres. Le défi est double. Nous devons, d'une part, coopérer pour maximiser les avantages et, d'autre part, faire en sorte que ces avantages soient répartis de façon à satisfaire toutes les parties et à répondre aux intérêts de chacun.

Je suis certain que vous avez déjà tous fait l'expérience suivante: vous assistez à un match de football passionnant, mais au lieu de rester confortablement assis sur leur siège, les gens qui sont devant vous passent leur temps à se lever pour mieux voir, tant et si bien que vous ne voyez plus rien et que vous devez vous lever à votre tour et boucher la vue aux autres spectateurs. Au bout du compte, tout le monde se retrouve debout. Par manque de coopération, nul ne peut profiter à la fois des sièges confortables et du match. Chacun se retrouve plus mal loti à cause de l'égoïsme de quelques-uns.

C'est pour avoir décrit exactement ce type d'inefficience que John Nash a reçu le prix Nobel d'économie. Il est de notre devoir, à cette Conférence ministérielle, de ne pas tomber dans ce piège.

Notre volonté de trouver des compromis est le seul moyen d'aller de l'avant.

Les pays en développement devraient se voir offrir de réelles possibilités d'éliminer la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie de leurs populations. À cet égard, le commerce est un instrument clé. C'est pourquoi il faudrait que les pays en développement aient un accès à nos marchés qui soit aussi peu limité que possible. En outre, en tant que donateurs, nous devons être prêts à soutenir les pays en développement dans leurs efforts visant à conquérir de nouveaux marchés et à renforcer leur position là où ils sont déjà présents. À ce sujet, il convient d'insister sur la nécessité de transformer les possibilités commerciales en échanges effectifs qui conduisent à la croissance et au développement. De nombreux pays en développement ont besoin d'aide et d'assistance pour tirer profit des avantages qui découlent des réductions tarifaires et des concessions commerciales.

Le gouvernement danois a adopté une stratégie qui définit la manière dont le Danemark soutiendra les pays en développement dans leurs efforts visant à bénéficier des avantages du commerce. L'ambition globale est de faire en sorte que les régimes commerciaux internationaux et la coopération en faveur du développement soient complémentaires. Afin de faire avancer le programme de travail concernant le commerce et le développement, nous avons organisé une réunion à Copenhague, en mai dernier. Les annonces de contributions au Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés qui ont été faites à cette occasion se montent à 8 millions de dollars EU.

Il faudrait que les pays en développement soient prêts eux aussi à ouvrir leurs marchés et qu'ils appliquent, d'une manière générale, des politiques qui permettent d'accroître leur potentiel et leurs capacités sur le plan commercial pour faire en sorte que tout le monde en tire des avantages. Des avantages considérables sont à escompter, en particulier du commerce "Sud-Sud". L'isolement et le protectionnisme ne feront pas avancer les choses. L'histoire parle d'elle-même sur ce point.

En ce qui concerne les pays les moins avancés, il faudra faire un effort particulier. Tous les pays dotés d'économies développées devraient suivre l'exemple donné par l'Union européenne et accorder un plein accès à leurs marchés aux pays les moins avancés. Dans ce processus, il faudrait tenir compte des besoins et des préoccupations spécifiques des petites économies. Nous devons accorder une attention spéciale à leur situation qui est particulièrement vulnérable.

À propos des pays qui sont particulièrement vulnérables, j'aimerais saisir l'occasion qui m'est offerte pour saluer la conclusion de l'accord sur l'accès aux médicaments. Cet accord constitue une étape importante pour l'OMC. D'abord, et c'est là le plus important, il fera littéralement la différence, pour des milliers de personnes, entre la vie et la mort. Il est aussi porteur d'un message fort, à savoir que la mondialisation profite aux plus démunis.

Le Danemark est, d'une manière générale, favorable à la libéralisation du commerce. Cela vaut pour tous les produits, aussi sensibles qu'ils puissent être.

Les produits agricoles appartiennent, sans nul doute, à cette catégorie. Il faut éliminer, dans toute la mesure possible, les subventions qui faussent les échanges. C'est faisable, même lorsqu'on prend en considération les besoins différents des pays. Certains, comme c'est le cas de l'Union européenne, accordent une attention particulière aux questions qui concernent l'environnement et le bien-être des animaux. D'autres, et en particulier les pays en développement, ont besoin de protéger des populations rurales importantes et de préserver leur production agricole. Il est important que nous réalisions le bon équilibre dans une solution globale.

Il importe également de libéraliser le commerce des produits industriels. Il faut supprimer les droits de douane, faire disparaître les obstacles non tarifaires et simplifier les procédures contraignantes et non nécessaires. La libéralisation du commerce des produits halieutiques est importante et, bien entendu, tout particulièrement pour les îles Féroé et le Groenland.

Il faut accorder une attention particulière aux produits qui présentent un intérêt spécifique pour les pays en développement. C'est surtout vrai pour les textiles et d'autres produits pour lesquels les pays en développement ont des avantages particuliers.

J'aimerais également mentionner les services qui constituent un secteur où les possibilités de progrès sont très grandes, mais nous devons respecter le droit des pays de réglementer certains secteurs et d'assurer des services tels que l'éducation et la santé.

Outre la libéralisation du commerce, nous sommes résolument partisans d'un ensemble de règles multilatérales à l'OMC.

Des règles que tous les pays doivent suivre, qu'ils soient grands ou petits, riches ou pauvres. C'est le meilleur moyen de faire en sorte que la mondialisation profite à tous. C'est un moyen d'instaurer un monde meilleur et plus prévisible. C'est là l'une des raisons importantes, pour lesquelles nous devons inclure les questions dites de Singapour dans les négociations. De meilleures règles en matière d'investissement et de concurrence permettront assurément aux pays en développement d'attirer plus d'investissements et créer plus d'emplois.

La libéralisation du commerce doit aller de pair avec un développement durable. Protéger l'environnement ne signifie pas créer des obstacles au commerce. La combinaison que constituent des échanges accrus et un meilleur environnement devrait figurer parmi les questions prioritaires dans notre programme de travail.

En ce qui concerne la dimension sociale de la mondialisation, le Danemark aimerait voir un renforcement de la coopération entre l'OMC et l'OIT. Bien que la dimension sociale de la mondialisation ne fasse pas partie de notre programme de travail, c'est une dimension importante que nous devons garder à l'esprit.

Je souhaite également mentionner l'objectif de transparence. Nous avons besoin de transparence en matière de politique commerciale. Cela vaut pour l'OMC, comme pour ses Membres. La transparence et l'intérêt de l'opinion publique sont des éléments nécessaires si nous voulons que la libéralisation du commerce mondial continue de bénéficier d'un soutien.

Pour finir, je tiens à dire encore que je souhaite très sincèrement que cette Conférence ministérielle permette de réaliser les progrès que le monde attend. Il faut que l'OMC devienne, pour les gens, un symbole de progrès et de nouvelles possibilités, dans un monde plus pacifique. Cela ne pourra se faire que si nous sommes tous disposés à faire des compromis et à coopérer dans le cadre d'un véritable partenariat mondial où un marché loyal et ouvert profitera à tous.
